



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52980

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Quellen zur Geschichte von Rheinland-Pfalz während der französischen Besatzung, März 1945 bis August 1949, bearbeitet von Peter BROMMER, Mainz (Hase und Koehler) 1985, XVI-816 p. (Veröffentlichungen der Kommission des Landtages für die Geschichte des Landes Rheinland-Pfalz, 6).

Ce très riche recueil de documents s'insère dans une série éditée par le Land de Rhénanie-Palatinat sur sa période constitutive. Il contient 242 textes, provenant de 22 fonds différents. Le fonds français de Colmar a pu être utilisé, «si bien qu'on peut éviter l'inconvénient d'un regard unilatéral, qui considérerait l'évolution historique dans une perspective exclusivement allemande». Les textes internes à l'administration d'occupation sont donnés en français, quelques-uns sur les relations avec le commandement américain en anglais. Le Dr Peter Brommer, Oberarchivrat, a donné à cette publication toute la rigueur nécessaire, en y joignant quelques affiches évocatrices, une bibliographie complète, un index des noms et des lieux: on regrette seulement l'absence d'une carte administrative. Après l'Américain Roy Willis (*The French in Germany*, Stanford 1962), plusieurs jeunes historiens allemands étudient aujourd'hui activement ce thème de l'occupation française. Le présent ouvrage ne prétend pas à la synthèse mais la lecture de ces matériaux fait percevoir plus nettement les caractéristiques fondamentales de la situation historique examinée.

L'autorité française, établie ici en juillet 1945, a hérité des Américains un premier réseau d'administration civile allemande sous tutelle. Elle le réorganise dans une optique plus décentralisée, en refondant la carte territoriale traditionnelle. Ainsi naît en août 1946 le Land *Rheinpfalz*, sous le contrôle du gouverneur Hettier de Boislambert. Le Palatinat grommelle en vain contre la fusion et l'aspiration au regroupement de toute la Rhénanie est bloquée par l'appartenance du Nordrhein-Westfalen à la zone britannique. Tandis que la Sarre voisine est séparée «en vue d'un rattachement économique et administratif», ces pays rhénopalatins sont, selon une note de l'époque, «destinés, dans notre esprit, à subir directement l'action politique française et à longue échéance l'occupation militaire française et alliée». Le général Billotte évoque devant les notables de Trèves les rapports séculaires de la France et de l'électorat. «Nous ne sommes pas en Allemagne, explique le directeur des Finances, pour administrer directement nous-mêmes notre territoire, mais pour contrôler l'activité des services allemands que nous avons installés et pour nous assurer que cette activité correspond aux intérêts de la puissance d'occupation comme aux intérêts bien compris du peuple allemand». La vie politique renaît progressivement. Une assemblée législative est élue en octobre 1946, elle élabore une constitution qui est approuvée par referendum en mars 1947 et bientôt s'impose à la tête du gouvernement de Land un ministre-président de qualité, le chrétien-démocrate Peter Altmeier. Sur ce réveil démocratique, le recueil nous fournit d'abondantes informations. On y assiste aux négociations entre les deux partis dominants, chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates; on y voit intervenir le gouverneur militaire français; on y observe les réactions de l'opinion publique, auxquelles les Regierungspräsidenten consacrent des développements étoffés dans leur correspondance officielle. Bientôt la Guerre Froide infléchit la politique d'occupation. Une instruction gouvernementale prescrit en janvier 1948: «Le but à atteindre est d'orienter la partie de l'Allemagne où s'exerce notre autorité dans la voie où nous voudrions que l'Allemagne tout entière s'engageât. Cette nouvelle orientation doit se traduire par un changement de notre action, dans l'ordre politique, l'ordre économique et l'ordre administratif... Il nous faut passer résolument au contrôle... dans le sens de la remise effective aux Assemblées et aux Gouvernements élus sous notre égide de tous les pouvoirs qui leur sont reconnus... Notre souci dominant doit être désormais de préparer l'avenir. Dans cette perspective, c'est notre comportement vis à vis des populations et des autorités allemandes qui doit évoluer». Robert Schuman, devenu ministre des Affaires Etrangères, écoute en familier du pays les réclamations et les souhaits, lors d'un voyage sur place puis dans une conversation franche avec Peter Altmeier à Paris. On déplore toutefois à l'occasion «une

grande absence de participation et une attitude passive de la population vis à vis des événements politiques» (p. 419), car celle-ci est accaparée par les urgences matérielles, dont on ne saurait surestimer la pression contraignante. Au long des pages, on voit revenir sans cesse la pénurie alimentaire (avec une ration de pain quotidienne de 250 grammes et de mauvaises récoltes de pommes de terre); les difficultés dramatiques du logement, car la guerre a entraîné une énorme destruction de l'habitat dans les villes (75 % des maisons à Mayence); l'afflux des réfugiés, quoique son ampleur demeure inférieure à celle que connaissent d'autres régions allemandes; les prélèvements de l'occupant français en réquisition de denrées et de logements; les «démontages» de matériel industriel au titre des Réparations, qui suscitent les protestations répétées des responsables allemands. Enfin, si les échanges culturels franco-allemands relèvent directement du Commandant en chef à Baden-Baden, la question scolaire occupe une grande place dans ce recueil. L'instruction gouvernementale de janvier 1948 réserve explicitement à l'occupant «un droit d'initiative»: «étant donné l'importance du problème que pose l'éducation démocratique des jeunes Allemands, il est légitime que les autorités françaises continuent à jouer un rôle d'impulsion». Mais comme souvent, le rôle des Eglises en ce domaine fait problème. Chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates s'opposent sur les conditions de l'enseignement de la religion (non sur son principe). Etablit-on des écoles «confessionnelles», qui séparent les enfants catholiques et les enfants protestants, ou des écoles «simultanées», qui les réunissent? La pratique en 1933, référence de base, n'était pas la même selon les territoires. L'administration française mesure bien que la question est épineuse, et elle y intervient avec une volonté conciliatrice. Elle cherche à ménager les évêques, sans consentir à toutes leurs revendications (et il s'y ajoute un autre contentieux sur le statut de la Sarre). On sent que l'expérience de l'Alsace-Lorraine entre les deux guerres a conduit Paris à éviter les actions brutales. Le lecteur français, qui connaît le poids de ce problème dans la politique de l'Hexagone, est frappé par cette prudence du comportement, due certainement pour beaucoup à l'influence du M.R.P. Naegelen lui-même, ministre socialiste de l'Education nationale, se garde d'employer ici le terme de «laïcité»: s'il est hostile à des écoles normales monoconfessionnelles, il admet l'enseignement de la religion aux futurs instituteurs, dans le respect de «la liberté de conscience». Signalons encore un memorandum significatif sur la fondation de l'Université de Mayence.

Pierre BARRAL, Nancy

Heinrich KÜPPERS, *Bildungspolitik im Saarland 1945–1955*, Saarbrücken (Minerva Verlag Thunnes & Nolte) 1984, 362 p. (Veröff. der Kommission für saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, 14).

Les aspects culturels de la politique française dans l'Allemagne de l'après-guerre sont de plus en plus étudiés depuis une dizaine d'années. En traitant de façon fort approfondie la question de l'enseignement en Sarre en cette période cruciale de 1945–1955, M. Küppers nous a donné un ouvrage qui restera une référence pour ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Allemagne contemporaine.

La matière centrale de cette étude, issue de la thèse d'habilitation de l'auteur, est bien délimitée: les programmes, les structures et l'administration scolaires, la surveillance des études, la formation des maîtres, les conséquences de l'Accord culturel franco-sarrois, l'enseignement du français, les écoles françaises, l'Abitur central, l'organisation de l'Université, le budget de l'enseignement. Mais toutes ces questions sont replacées de façon très évocatrice dans un contexte plus large, celui de la question sarroise. Gouvernements, français et allemand, Eglises, partis politiques, associations étaient en effet nécessairement engagés, dès qu'ils avaient à prendre position sur ces problèmes, dans des controverses dont les leitmotivs